

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2017
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(NORMANDIE)
NOR : ASET1850485M
IDCC 1596, 1597

Entre :
SCOP BTP ouest ;
CAPEB Normandie ;
FFB Normandie,

D'une part, et
URCB CFDT ;
UR CFTC ;
UNSA Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application des dispositions du titre VIII et de l'article 1.3 du titre I des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 1^{er}

A. – Indemnité de repas

À partir du 1^{er} mai 2018, l'indemnité de repas est fixée à :

REPAS	NORMANDIE
	9,70 €

B. – Indemnité de transport

À partir du 1^{er} mai 2018, l'indemnité de transport est fixée aux valeurs suivantes :

ZONES	EURE/SEINE-MARITIME	CALVADOS/MANCHE/ORNE
1A	2,00 €	2,56 €
1B	2,56 €	2,56 €
2	5,65 €	5,65 €
3	8,49 €	8,49 €
4	11,89 €	11,89 €
5	15,28 €	15,28 €

C. – Indemnité de trajet

À partir du 1^{er} mai 2018, l'indemnité de trajet est fixée aux valeurs suivantes :

ZONES	EURE/SEINE-MARITIME	CALVADOS/MANCHE/ORNE
1A	1,00 €	1,61 €
1B	1,25 €	1,61 €
2	2,35 €	3,23 €
3	3,50 €	4,83 €
4	4,70 €	6,42 €
5	6,05 €	8,07 €

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen et un à la DIRECCTE Normandie.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1^{er} sous réserve de la publication au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

Fait à Caen, le 28 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)